

INFOS et Calendrier mars 2007. Comité de soutien aux rroms du Val de Marne

Lundi 5 mars 2007

Calendrier des réunions :

Le 7 mars à 15h00 salle Bécot – Vitry sur Seine. Signature des avenants aux conventions jusqu'en juin 2007 pour les familles hébergées par le CG 94 à Vitry/Villejuif/Joinville
Le comité de Saint Maur se réunit toujours le mercredi soir à 18h, une semaine en AG, une semaine en bureau.

Réunion du bureau du Comité de Limeil le lundi 12 à 20h30, à Choisy le Roi

Le 16 mars, à 17h30, réunion des comités avec le Conseil Général.

En projet : réunion pour le terrain de Créteil, réunion avec commune de Choisy le Roi.

Participation des comités à la réunion Romeurope du 28 mars à Paris (MDM) et travail sur le rapport annuel Romeurope et site Internet.

Informations.

1 - De nouveaux petits terrains dans le Val de Marne

Régulièrement, de petits groupes de familles constituent des petits terrains souvent bien cachés et loin de tout avec l'aide parfois humanitaire de riverains, terrains éphémères ou durables. Ce sont des familles qui sont en dehors des quelques projets d'insertion, souvent très fragiles. Elles sont soit dans le Val de Marne depuis longtemps ou y étaient et reviennent chercher des soutiens ; soit elles ont été chassées d'ailleurs. En tout cas cela doit nous interroger sur la limite des projets en cours dans notre département.

Ainsi on peut citer Thiais (mais c'est terminé depuis la construction de magasins), Orly (Sénia) avec des expulsions régulières comme pour les caravanes des gens du voyage, Vitry sur Seine (bords de Seine), avec un prise en charge ASE et hôtel pour le soir, les familles restant sur ce terrain la journée, et puis Créteil, pas loin de l'ancien terrain évacué en 2003.

Voici un point en ce qui concerne le petit terrain de Créteil :

Info de Claude Pennetier, LDH Créteil. Nous avons visité le petit camp de rroms de Créteil avec Vincent Rebérioux. Ils sont à côté du gymnase Issaurat, entre une voie routière et une entreprise de produits pharmaceutiques. Ils se servent en eau au gymnase. Nous avons été accueillis par des jeunes très ouverts mais qui donnent des versions diverses de la situation : entre 25 et 50 personnes. L'un d'eux a fait un an au collège Pasteur et parle bien français. Il y aurait deux enfants en bas âge (ou trois), pas d'enfants scolarisables, de nombreux jeunes de 17 à 20 ans. Ils disent avoir tous du boulot sans fiche de paie.

Les petites baraques sont en bois de récupération., une seule caravane. C'est à peu près propre mais ils demandent du produit contre les rats et réagissent favorablement à l'idée d'un passage de Médecins du monde car un enfant est hospitalisé et plusieurs adultes sont malades. Ils disent être là depuis trois ans !!La police est passée et les a enregistrés sans les menacer.

Le terrain appartient à la DDE. Claude Pennetier

Info de Michel Fèvre

Je préviens MDM, qui est bien débordé sur les terrains de rroms totalement isolés (95, 77, 91) MDM en général organise une veille sanitaire, puis contacte les services de santé locaux (PMI, dispensaire, hôpitaux,..) et communes (vaccinations,...)

J'ai discuté avec Vincent et Marie Thérèse Vogler du CCFD; ça vaut sans doute le coup de contacter directement la PMI et les travailleurs sociaux de la circonscription. Et de demander la dératisation aux services de la municipalité de Créteil.

J'ai donné à Vincent les contacts pour la mission rroms IDF de MDM. A suivre donc.

Ces familles sont là depuis qqs temps (trois ans je ne suis pas sûr). Je suis déjà allé les voir il y a un an. Mais ils devaient partir et débordés comme nous étions (avec les autres lieux du

94), nous n'avons pas donné suite. D'où notre appel aux militants locaux.

2 - Projets sur le 94.

Les projets pour les familles du Val de Marne en lien avec des collectivités locales vont évoluer vers des projets d'insertion impliquant plus des services du départements (social) et des associations d'insertion par le logement, ainsi que les associations caritatives pour les aides d'urgences. C'est du moins l'objectif que le comité se donne dans les semaines à venir. La situation des ressortissants roumains depuis le 1er janvier amène une réflexion en ce qui concerne les projets d'emploi.

Plus précisément, les familles hébergées par le CG à Saint Maur et à Vitry Villejuif Joinville sont concernées par ces projets.

A Choisy le Roi et Vitry sur Seine, l'insertion est plus facile puisque les familles ont obtenu des papiers. Les demandes de logement sont en cours.

Les familles de Limeil Bonneuil, sont dans une situation d'attente (le projet avec Limeil, CG et associations sera déclaré « faisable ou non » en septembre 2007). Cette situation amène des familles à partir, à chercher d'autres solutions dont celles du retour). Un rencontre avec la commune et le CG est demandée d'urgence. Deux types de situations :

- l'hébergement en hôtel dans le cadre de l'Aide sociale à l'enfance. Si cette solution constitue une avancée, elle ne peut perdurer, les familles n'ayant aucun revenu autre que les secours d'urgence. Tout travail d'insertion s'avère très difficile dans les conditions actuelles
- les familles sans enfants, ne bénéficient pas de solution pérenne pour l'hébergement. Le travail social est encore plus difficile à mettre en place.

Le Comité de Soutien est très inquiet en ce qui concerne le développement du projet.

Certaines familles perdent espoir et cherchent des solutions de survie (installation sur d'autres terrains, essai de retour en Roumanie, ...)

Signalons aussi que S.N pour ceux qui le connaissent a pu être pris en charge avec l'aide du comité de soutien pour une opération réussie en cardiologie à H Mondor. C'était pas gagné vu les tracasseries (pbm AME, difficultés à l'hôpital de Courcouronnes, refus de transport par des véhicules sanitaires d'aller le chercher à Corbeil ou il est hébergé,...)

Autres problème : une suspicion de tuberculose d'une jeune fille enceinte qui s'est en fait avérée « néant ».

Enfin les familles en hôtel en dehors de tout projet doivent aussi être prises en compte pour des solutions pérennes. Certaines familles ont eu une info (rumeur ?) comme quoi les hébergements ASE en hôtel cesseraient fin mars. Nous en parlerons avec le CG lors de la prochaine rencontre prévue le 16 mars. Y a t'il eu d'autres infos (rumeurs) de ce type ? Et de la part de qui ?

3 - Réunion des comités de soutien avec le conseil général du val de Marne le 19 janvier 2007.

La réunion avec le CG 94 qui s'est tenue le 19 janvier 2007 a permis de mettre en évidence plusieurs axes de travail après les bilans établis par les comités de soutien. (lire ci-dessous)

Que ces soit à Saint Maur, Vitry/Villejuif/Joinville, ou pour les familles en hôtel, la situation d'impasse reste importante, surtout pour des raisons financières.

- Prolongation des conventions. Ces conventions ont été prolongées jusqu'au 30 juin 2007 seulement afin de préparer d'autres conventions qui seront liées aux projets d'insertions décrits ci-dessous.

- Mise en place de projets d'insertions afin d'accompagner les familles peu à peu vers une sortie des lieux d'hébergement à titre précaire (gendarmerie, pavillons, ...) sur un mode semblable à celui prévu sur Limeil. Des associations d'insertion par le logement (des bailleurs formés à ce travail) prendront le relais peu à peu du comité qui pourra se consacrer à des actions plus conformes à celles d'un comité. Le CG cherche des partenaires. On devrait intégrer aussi les familles en hôtel. Un point sera fait le 16 mars.

- L'aide sociale. Il s'agit là aussi de mettre en place un véritable travail social et éducatif d'accompagnement des familles pour la vie quotidienne, la recherche d'emploi, la scolarité, l'alphabétisation,... Jusqu'ici il a été constaté que l'aide sociale apportée et déjà importante est surtout financière (ASE, aide d'urgences, hébergements hôtels,...) . Le comité de soutien rappelle qu'il peut être l'intermédiaire avec les familles mais ne peut assumer un rôle éducatif et social.

- Recherche de partenaires auprès d'autres communes, sans ingérence. C'est un axe de travail sur le 94 qui devrait permettre de trouver peut être d'autres communes que celles déjà engagées.

- Réflexion et recherche de solutions en ce qui concerne le paiement des indemnités et des factures EDF et d'eau.

- Informer dans la presse départementale (revue du CG) sur ces projets avec les roms
RENCONTRE AVEC LE CONSEIL GENERAL LE 19.01.07

Contribution du Comité de Soutien de Saint Maur.

Limites et impasses de l'hébergement collectif 5 boulevard Rabelais Saint Maur

Le comité de soutien souhaite passer le relais à une association gestionnaire spécialisée telle que « Pour Loger » ou Habitat solidaire » qui ferait un accompagnement des familles.

Pourquoi ? en tant que militants politiques nous avons géré la gendarmerie alors que nous n'en avons ni les moyens ni les compétences . N'étant pas des travailleurs sociaux nous ne sommes pas en mesure d'aider efficacement les Rroms dans une démarche d'insertion. Par contre en tant que militants politiques nous continuons le combat pour obtenir d'abord une reconnaissance et un respect de la population Rrom et un titre de séjour qui permettra aux familles de vivre dans la dignité.

4 familles ont une stabilité financière sur 16 due à un travail régulier dans le bâtiment. Deux familles sont dans la grande pauvreté et les familles restantes ont des difficultés à payer leurs indemnités mais y parviennent tant bien que mal. Globalement les revenus sont insuffisants.

Nous remarquons également une résistance à participer financièrement.

Le confinement à la gendarmerie a entraîné des effets psychologiques : mal être, états dépressifs ou agressifs, repli communautaire, individualisation forcené, manque d'esprit collectif Ils étaient plus solidaires lorsqu'ils résidaient sur le terrain de la rue Bollier.

Une vie en collectivité est possible avec un espace vital pour chacun

52 personnes soit 16 familles dont 14 enfants vivent dans un immeuble de 5 appartements.

Face à ce constat le comité de soutien aux familles Rroms de St Maur ne souhaite pas renouveler le même contrat signé avec le CG. Nous voulons continuer à travailler avec vous et tous les services concernés au titre d'experts qui passent le relais à des professionnels.